

OBJET DU MARCHE :

**PETITS TRAVAUX D'AMENAGEMENTS INTERIEURS DES LOCAUX DU SIEGE
ET DE LA DELEGATION REGIONALE SUD-EST DE L'IRD ET MAINTENANCE DE
CES AMENAGEMENTS**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
N° 2026001CLoA030**

PROCEDURE DU MARCHE :

Procédure adaptée en application des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du code de la commande publique.

POUVOIR ADJUDICATEUR :

Institut de Recherche pour le Développement
Délégation Régionale Sud-Est
Immeuble le Sextant
44 Bd de Dunkerque / CS 90009
13572 MARSEILLE cedex 02

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'IRD	4
ARTICLE 2. PRESENTATION DU SITE ET CONTEXTE.....	4
ARTICLE 3. OBJET ET PERIMETRE DU MARCHÉ.....	5
3.1. OBJET DU MARCHÉ	5
3.2. CODE CPV ET CODE NACRES	5
3.3. DECOMPOSITION EN LOT	5
3.4. FORME ET MONTANT DU MARCHÉ	5
3.5. LIEUX D'EXECUTION DU MARCHÉ	6
3.6. REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
ARTICLE 5. DUREE DU MARCHÉ	7
5.1. NOTIFICATION.....	7
5.2. DUREE DU MARCHÉ ET RECONDUCTIONS.....	7
ARTICLE 6. MODALITES D'EXECUTION.....	7
6.1. PRESTATIONS ATTENDUES	7
6.2. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
6.2.1. <i>Passation des commandes</i>	7
6.2.2. <i>Délai d'exécution des bons de commande</i>	8
6.2.3. <i>Transmission des bons de commande</i>	8
6.2.4. <i>Délai d'observation du Titulaire sur les bons de commande</i>	8
6.2.5. <i>Exclusivité du titulaire</i>	9
6.2.6. <i>Mesure d'ordre social</i>	9
6.2.7. <i>Personnes habilitées à solliciter le titulaire</i>	9
ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	9
7.1. OBLIGATION DE RESULTAT	9
7.2. OBLIGATIONS ET RESPONSABILITES	10
7.3. POUVOIR HIERARCHIQUE ET DISCIPLINAIRE	10
7.4. OBLIGATION DE CONSEIL	10
7.5. REMISE DE LIVRABLES	11
7.6. CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL	11
ARTICLE 8. PRIX DU MARCHÉ	11
8.1. FORME DES PRIX	11
8.2. LES PRIX DE REGLEMENTS	11
8.3. MOIS D'ETABLISSEMENT DES PRIX.....	12
8.4. REVISION DES PRIX.....	12
8.4.1. <i>Règles d'arrondis</i>	13
8.4.2. <i>Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision</i>	13
8.4.3. <i>Clause de sauvegarde</i>	13
8.5. OFFRE PROMOTIONNELLE.....	14
ARTICLE 9. MODALITES DE REGLEMENT	14
9.1. AVANCE.....	14
9.2. PAIEMENTS ET INTERETS MORATOIRES.....	14
9.3. FACTURATION.....	15
ARTICLE 10. CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	16

ARTICLE 11.	PENALITES.....	16
11.1.	PENALITES POUR MANQUEMENTS AUX OBLIGATIONS CONTRACTUELLES	16
11.2.	PENALITES POUR INEXECUTION DES PRESTATIONS – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	17
11.3.	PENALITES POUR MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS PREVUES AUX ARTICLES L.8221-3 A L.8221-5 DU CODE DU TRAVAIL.....	17
ARTICLE 12.	CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL.....	17
ARTICLE 13.	SOUS-TRAITANCE	17
13.1.	RECOURS A LA SOUS-TRAITANCE	18
13.2.	PAIEMENT DIRECT DU SOUS-TRAITANT	18
13.3.	CONSEQUENCES DE LA SOUS-TRAITANCE IRRÉGULIERE	19
ARTICLE 14.	RACHAT OU CESSIION D’ACTIVITES	19
ARTICLE 15.	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE	19
ARTICLE 16.	DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS DE MARCHE.....	20
ARTICLE 17.	RESPONSABILITE ET ASSURANCES	20
ARTICLE 18.	RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	21
ARTICLE 19.	LITIGE	21
ARTICLE 20.	DEROGATIONS.....	21

ARTICLE 1. PRESENTATION DE L'IRD

L'IRD est un établissement public français placé sous la double tutelle du ministère en charge de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation et de celui de l'Europe et des affaires étrangères.

L'IRD porte une démarche originale de recherche, d'expertise, de formation et de partage des savoirs au bénéfice des territoires et pays qui font de la science et de l'innovation un des premiers leviers de leur développement.

Ces programmes de recherche destinés à apporter une aide au développement des pays du Sud s'orientent autour des sciences humaines et sociales (géographie, sociologie...), des sciences de la santé (maladies infectieuses, grandes endémies, nutrition, environnement) et des sciences de la nature (hydrologie, pédologie, géophysique, ichtyologie...).

ARTICLE 2. PRESENTATION DU SITE ET CONTEXTE

Les prestations se dérouleront **principalement** au Siège et à la Délégation Régionale Sud-Est de l'IRD situés au 44 boulevard de Dunkerque dans le 2ème arrondissement de Marseille.

Il s'agit d'un immeuble intitulé « Le Sextant », de 7 étages, desservi par des ascenseurs, construit en 2008. L'IRD occupe :

- La totalité du rez-de-chaussée (avec un espace restauration) ;
- La totalité du 4^{ème} étage ;
- La totalité du 5^{ème} étage ;
- La totalité du 6^{ème} étage.

L'IRD est locataire de ces espaces, c'est-à-dire que les espaces communs (ascenseurs, hall, ...) ne sont pas concernés par ce marché.

Il est précisé au titulaire que **sont inclus dans les locaux du siège de l'IRD, les locaux de la délégation régionale Sud-Est de l'IRD**. Ils ont la même implantation géographique et sont par conséquent **indissociables** pour l'exécution de la prestation.

La superficie totale des locaux de l'IRD représente environ 4700 m², occupée par environ 280 agents, répartis comme suit sur 4 étages. Le bon fonctionnement des locaux est suivi au quotidien par le service logistique de l'IRD, qui coordonne les moyens et les prestataires chargés d'assurer les interventions techniques. Il est le service prescripteur du présent accord-cadre.

Ainsi, le titulaire se déclare parfaitement informé de la constitution des locaux.

Une fois l'offre établie, le titulaire ne pourra en aucun cas se prévaloir d'une erreur ou d'une omission dans les documents du marché qui sont à vérifier par ses soins lors de la visite obligatoire avant le dépôt de son offre. Aucun supplément ne pourra être réclamé à ce titre par le titulaire après le dépôt des offres pour ce motif.

Dans le présent marché, la dénomination « le Site » fait référence à l'ensemble des zones occupées par l'IRD, y compris les locaux techniques.

Le Site est fermé aux agents de l'IRD la nuit, le week-end et les jours fériés, ainsi que les jours de fermeture (déterminés en début d'année). L'IRD s'engage à informer le titulaire, à la notification du marché, puis à chaque début d'année, de ces jours de fermeture.

ARTICLE 3. OBJET ET PERIMETRE DU MARCHE

3.1. Objet du marché

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation des petits travaux portant sur les aménagements intérieurs des locaux du Siège et de la Délégation régionale sud-est de l'IRD et de la maintenance de ces aménagements.

3.2. Code CPV et code NACRES

Les codes CPV principaux sont les suivants :

- 45421000-4 Travaux de menuiserie,
- 45421141-4 Travaux de cloisonnement,
- 45430000-0 Revêtement des sols et des murs,
- 45442100-8 Travaux de peinture.

Les codes NACRES principaux sont les suivants :

- BE.02 : Menuiserie, serrurerie,
- BE.04 : Plâtrerie, cloisons sèches, faux plafonds,
- BE.05 : Peintures, revêtements de sols, ravalement,
- BE.09 : Autre travaux d'aménagement des bâtiments,
- BE.17 : Réparation et maintenance des autres équipements des bâtiments

3.3. Décomposition en lot

L'accord-cadre n'est pas alloti, pour les raisons suivantes :

Le non allotissement se justifie par la nécessité d'assurer une homogénéité dans la réalisation des prestations, que la dévolution en lots séparés rendrait l'exécution techniquement complexe et financièrement plus coûteuse, notamment en raison :

- D'un risque de renvoi de responsabilité lors d'opérations d'aménagements impliquant plusieurs corps d'état,
- De la nécessité d'une réactivité accrue pour certaines prestations, notamment en matière de travaux d'entretien.

L'allotissement pourrait également limiter la concurrence, dans la mesure où le découpage en lots porterait sur des prestations unitaires de faible montant, peu attractives économiquement prises isolément.

Le recours à un titulaire unique permet ainsi d'assurer une homogénéité dans les interventions, une responsabilité clairement identifiée et une concurrence effective.

3.4. Forme et montant du marché

Le présent marché est un accord-cadre mono-attributaire à bons de commande conformément aux articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

Le montant estimé de l'accord-cadre est de 80 000 € H.T. sur 4 ans.

Il est conclu sans minimum et avec un maximum de 150 000 € H.T. sur 4 ans.

Ce montant maximum ne représente pas le budget actuellement disponible dont dispose pour ces achats mais correspondent uniquement au montant que l'IRD est autorisé à dépenser pour ce support contractuel sur toute la durée de l'accord-cadre.

Ainsi, le montant maximum du présent accord-cadre correspond uniquement à un plafond de valeur de sorte que, quand ce plafond est atteint :

- Plus aucun bon de commande ne pourra être émis sur le fondement de l'accord-cadre,
- L'accord-cadre aura épuisé ses effets et expirera aussitôt.

Le marché est mono-attributaire.

Le marché sera exécuté au moyen de bons de commande successifs émis sur la base du BPU et de devis, selon la survenance des besoins.

Les bons de commande sont des documents écrits adressés au titulaire. Ils précisent les prestations décrites dans le marché, dont l'exécution est demandée. Ils en déterminent la quantité, le lieu et les délais.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du contrat. La durée d'exécution d'un bon de commande ne peut excéder la durée de validité du marché de plus de trois (3) mois.

3.5. Lieux d'exécution du marché

Les prestations se dérouleront **principalement** au Siège et à la Délégation Régionale Sud-Est de l'IRD situés au 44 boulevard de Dunkerque dans le 2ème arrondissement de Marseille.

Ponctuellement, il est possible que les prestations se déroulent dans d'autres lieux, situés dans le périmètre de Marseille et d'Aix en Provence. Par conséquent, le titulaire doit être en mesure d'intervenir dans ces autres lieux.

3.6. Réalisation de prestations similaires

En cas de prestation particulière non strictement prévue dans le présent marché, l'IRD est susceptible de passer un marché avec le titulaire du marché sans publicité ni mise en concurrence en application de l'article Article R2322-12 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-travaux, les pièces constitutives du marché sont par ordre de priorité décroissante :

- L'Acte d'engagement (AE) complété, daté et signé par le représentant qualifié de l'entreprise qui est signataire du marché et ses annexes :
 - Annexe 1 : Bordereau des prix unitaires
 - Annexe 2 : Déclaration de sous-traitance le cas échéant
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P),
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicable aux marchés publics de travaux (arrêté du 30 mars 2021 publié au JORF le 1^{er} avril 2021) et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;
- L'offre technique du titulaire,
- Les actes d'exécution et modificatifs contractualisés en phase d'exécution.

Les textes applicables sont ceux en vigueur au 1^{er} jour du mois qui précède la date limite de réception des offres. Les pièces générales réputées connues du titulaire font partie intégrante du marché quoique n'étant pas jointes au dossier.

En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces pièces prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tout texte administratif national applicable dans le cadre de l'exécution du présent marché et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent des autres pièces contractuelles.

Les CCAP et CCTP sont acceptés par le Titulaire en l'état sans qu'aucune dérogation ou modifications ne puisse y être apportée.

Les clauses générales de vente habituellement utilisées dans les relations contractuelles du fournisseur ne sont pas applicables au présent marché, quand bien même celles-ci seraient jointes à l'offre du titulaire ou aux documents générés durant l'exécution des prestations.

ARTICLE 5. DUREE DU MARCHE

5.1. Notification

La date de notification du présent accord-cadre correspond à la date de réception par le Titulaire de la copie de l'acte d'engagement et de ses annexes ci-dessus énumérées dûment signés par la personne habilitée à engager l'IRD.

Les prestations ne peuvent débuter avant cette date.

5.2. Durée du marché et reconductions

L'accord-cadre est conclu pour une durée de 12 mois à compter de sa date de commencement d'exécution des prestations. Il est tacitement reconductible 3 fois par période de 12 mois, sans que sa durée maximale ne dépasse 4 ans.

Chaque période de reconduction démarrera à compter de la date anniversaire de commencement d'exécution des prestations.

A ce titre, il sera procédé au commencement d'exécution des prestations à compter du 1^{er} mai 2026 ou à une date ultérieure, en fonction de leur date de notification au titulaire. La date de commencement d'exécution des prestations retenue sera validée dans l'acte d'engagement ainsi que dans le courrier de notification l'accompagnant.

En cas de non reconduction, l'IRD notifie sa décision au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception avec un préavis de 3 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnisation du Titulaire.

ARTICLE 6. MODALITES D'EXECUTION

6.1. Prestations attendues

Les prestations et livrables attendus doivent être exécutés suivant les modalités déterminées dans le C.C.T.P. mais également selon les prescriptions techniques générales du présent CCAP.

Le Titulaire ne peut se prévaloir d'une méconnaissance du site et de ses contraintes dans l'exécution de ses prestations.

6.2. Conditions d'exécution des prestations

6.2.1. Passation des commandes

Le marché s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon de commande. Ils sont émis et transmis au titulaire de bons de commande au fur et à mesure des besoins.

Les bons de commandes sont écrits, signés et datés par la personne de l'IRD habilitée à passer la commande. L'IRD donnera au titulaire en début d'accord-cadre la liste des personnes habilitées à passer commande et informera chaque titulaire de toute mise à jour sur ce point.

Aucune prestation ne peut être réalisée sans un bon de commande préalable émanant du service financier de la DRSE de l'IRD. Faute de ce bon de commande, les titulaires sont tenus de refuser l'exécution des prestations. Dans le cas où malgré l'absence de bon de commande la prestation serait néanmoins exécutée par le titulaire, la prestation ne sera pas payée et ce, sans aucune possibilité de recours pour le titulaire.

Toutefois et exceptionnellement, en fonction de l'intervention souhaitée et du degré d'urgence associé, le titulaire pourra, sur accord expresse de l'IRD, être amené à exécuter les petits travaux sans avoir transmis en amont de son intervention le devis correspondant (en cas de prestations non prévues au B.P.) et reçu le bon de commande associé.

Dans ce cas-là, le bon de commande sera remis par la suite pour régularisation après transmission du devis à l'IRD par le titulaire dans les délais prévus au CCTP.

Le titulaire de par sa fonction de conseil devra corriger tout manque dans la demande de l'IRD pouvant conduire à un échec ou une insuffisance de la prestation et préciser clairement les compléments qu'il a apporté à la demande.

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande (ou en annexe de celui-ci) sont les suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- La date et le numéro du marché
- La date et le numéro du bon de commande
- La nature et la description des prestations à réaliser
- La référence au devis du prestataire ou à l'annexe descriptive des prestations à réaliser
- Les dates de réalisation des prestations
- Le montant du bon de commande hors taxes
- Les spécificités particulières à prendre en compte

6.2.2. Délai d'exécution des bons de commande

Les prestations seront exécutées conformément aux délais indiqués dans le CCTP. En ce sens, les bons de commandes mentionnent les délais et lieu d'exécution des prestations concernées.

Les bons de commandes peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre. Toutefois, la durée de validité du dernier bon de commande ne pourra pas être supérieure à 3 mois à compter de la date d'échéance de l'accord-cadre.

6.2.3. Transmission des bons de commande

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG-Travaux, les bons de commande, décisions de poursuivre ou ordre de service seront être transmis au titulaire par e-mail avec accusé de réception.

Le titulaire transmet à ce titre une adresse mail unique pour recevoir les commandes.

6.2.4. Délai d'observation du Titulaire sur les bons de commande

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

6.2.5. Exclusivité du titulaire

Le titulaire dispose d'une exclusivité de commande de toutes les prestations du présent marché et pour toute la durée de l'accord cadre.

Toutefois, l'IRD se réserve la possibilité de traiter hors du présent accord cadre des commandes pour lesquelles le titulaire ne respecterait pas son engagement contractuel : absence de réponse à une demande de l'IRD dans un délai de 15 jours ouvrés et après mise en demeure restée infructueuse, non-respect des délais d'intervention, impossibilité de fournir la prestation demandée.

Les opérations d'aménagement présentant un caractère exceptionnel, n'ayant pas vocation à se reproduire en raison de leur nature ou de leur ampleur, sont expressément exclues du champ du présent accord-cadre et pourront être traitées en dehors de celui-ci.

6.2.6. Mesure d'ordre social

Le titulaire est tenu de se conformer à la réglementation en vigueur en matière de conditions de travail ainsi qu'en matière de salaires, indemnités et primes de toute nature, sans que cette obligation entraîne une modification des tarifs indiqués dans le bordereau des prix.

6.2.7. Personnes habilitées à solliciter le titulaire

Seules les personnes explicitement et nominativement habilitées par l'IRD sont autorisées à solliciter du titulaire une proposition d'intervention en application du présent accord-cadre.

Dans le cas d'une sollicitation émise par une personne non habilitée, le titulaire informe sans délai le responsable désigné par l'IRD.

La liste de ces personnes habilitées est transmise au titulaire dans les quinze jours suivant la prise d'effet de l'accord-cadre.

Si une modification devait être apportée en cours d'exécution de l'accord-cadre, l'IRD transmet par écrit une nouvelle liste mise à jour au titulaire, précisant la date de prise d'effet de ladite liste.

ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

7.1. Obligation de résultat

Le titulaire est soumis à une obligation générale de résultat lorsqu'il réalise les prestations prévues dans le CCTP.

En effet, cette obligation s'impose au titulaire par les prestations réalisées dans l'exécution de ses engagements contractuels et pour l'intégralité des prestations décrites dans les pièces contractuelles.

Par conséquent, le titulaire s'engage tout au long de l'accord-cadre à exécuter les prestations et à remettre les livrables associés avec le niveau de compétence professionnelle requis pour ce type de prestations, à consacrer tous les moyens humains et matériels nécessaires à sa bonne exécution, ainsi qu'à coopérer de bonne foi avec l'ensemble des intervenants amenés à participer au contrat.

Les résultats sont évalués par notamment :

- Le bon fonctionnement des aménagements,
- La bonne réalisation des opérations de travaux commandées tout au long de l'accord-cadre,

- Les délais d'intervention du personnel du titulaire pour réaliser les travaux ou le diagnostic et le dépannage des aménagements défectueux et ensuite la durée de réparation définitive,

7.2. Obligations et responsabilités

Le titulaire doit apporter la plus grande diligence dans l'exécution des prestations. Il est tenu :

- De se mettre en conformité avec ses déclarations d'effectifs (liste nominative du personnel susceptible d'effectuer les prestations),
- De maintenir en tout temps un effectif suffisant de personnel, doté de qualification et des compétences professionnelles pour l'accomplissement de leur mission, sous sa conduite personnelle ou celle de son représentant,
- D'avoir toujours en suffisance tous les matériels, fournitures, outillages, engins et moyens de toutes sortes, de manière à assurer la marche régulière des prestations et leur achèvement dans le délai prescrit.

Au cas où un retard est constaté dans l'exécution des prestations, l'IRD peut mettre en demeure le titulaire :

- D'augmenter l'effectif du personnel employé par lui sur la prestation
- D'affecter à la prestation du matériel et des fournitures supplémentaires en vue d'augmenter la cadence d'exécution et de rattraper rapidement le dit retard

7.3. Pouvoir hiérarchique et disciplinaire

L'ensemble du personnel du titulaire affecté en tout ou partie aux prestations du présent marché reste en toute circonstance sous l'autorité hiérarchique et disciplinaire du titulaire.

Le titulaire est seul responsable des moyens humains, logistiques et matériels qu'il doit mettre en œuvre pour garantir la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées.

A ce titre, le titulaire s'engage à ce que l'ensemble des membres de son personnel affecté aux prestations possède la compétence, l'expérience et les qualités de probité et de confiance nécessaires à leur bonne exécution.

Le titulaire devra remplacer son personnel en cas d'indisponibilité de celui-ci à niveau de compétence égale, sauf cas de force majeure ou situation assimilée.

7.4. Obligation de conseil

Le titulaire est tenu, à l'égard de l'IRD, d'une obligation de conseil renforcée, d'information et de mise en garde, quelles que soient les compétences ou les connaissances de l'IRD, cette obligation devant s'entendre comme une obligation de moyens.

Elle porte notamment sur :

- La rationalisation du niveau de qualité des prestations, et l'optimisation du coût global d'entretien,
- Le signalement des incidents prévisibles susceptibles d'affecter la sécurité des personnes, des locaux ou des biens,
- Les propositions d'amélioration ou d'adaptation des installations, visant à l'amélioration du service rendu.

Les conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions du titulaire doivent s'entendre au titre de sa qualité de professionnel dans le domaine des prestations objet du marché mais aussi de sa très bonne connaissance tant du contexte que de l'activité de l'IRD.

Le titulaire reconnaît que toute incohérence, insuffisance ou erreur dans ses conseils, recommandations, renseignements, mises en garde et propositions, et plus généralement toute méconnaissance de son obligation de conseil et de mise en garde, sont susceptibles d'entraîner un préjudice important pour l'IRD, tel que notamment une atteinte à sa renommée ou à sa réputation.

Le titulaire s'engage, à titre d'obligation essentielle, à fournir à l'IRD, des données vérifiées et il garantit l'exactitude et la cohérence des données transmises au regard de la nature sensible des prestations objet du présent marché.

7.5. Remise de livrables

Le titulaire remet à l'IRD, sur simple demande, l'ensemble des livrables pouvant faire l'objet de support d'échanges avec l'IRD.

Peuvent être concernés, à minima, les documents suivants :

- Planning détaillé comprenant différentes tâches portant sur les travaux concernés par la demande,
- Exemple de DOE,
- Exemple de devis,
- Tout autre document utile.

7.6. Confidentialité et secret professionnel

Le titulaire est tenu au secret professionnel et s'engage à respecter strictement cette obligation.

Par conséquent, toutes les informations communiquées dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire du marché et toutes les personnes intervenant pour son compte seront tenues de respecter une obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire s'interdit, outre l'autorisation expresse de l'IRD, d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

Le non-respect de ces dispositions pourra entraîner la résiliation du marché sans préavis ni indemnité.

ARTICLE 8. PRIX DU MARCHE

Le marché est conclu et exécuté en EUROS. Le suivi et la facturation des prestations se feront dans l'unité EURO retenue pour le marché.

8.1. Forme des prix

Le marché est traité à prix unitaires.

8.2. Les prix de règlements

Les prix du marché sont établis hors T.V.A. Ils sont majorés de la T.V.A. au taux en vigueur à la date de réalisation des prestations.

Les prix de règlement sont déterminés par application des prix unitaires et des coefficients d'entreprise indiqués dans le bordereau des prix, aux quantités exécutées.

- Pour les prestations de travaux prévus au bordereau de prix (article 4.2.1 du CCTP), les prix sont déterminés en application :

- Des prix y figurant (incluant pièces et main d'œuvre) aux quantités exécutées,
 - Des frais de transport et de déplacement indiqués au bordereau de prix aux quantités exécutées,
- Pour les prestations de travaux non prévues au bordereau de prix (article 4.2.2 du CCTP), les prix sont déterminés en application :
- Des coûts de la main d'œuvre indiqués au bordereau de prix aux quantités exécutées,
 - Des frais de transport et de déplacement indiqués au bordereau de prix aux quantités exécutées,
 - Du prix d'achat des fournitures nécessaires pour la réalisation des prestations, facturé par le fournisseur du titulaire au titulaire et sur lequel est appliqué le coefficient d'entreprise indiqué dans le bordereau des prix,
- Pour l'achat d'un stock de matériel (article 4.3.2 du CCTP), les prix sont déterminés en application :
- Du prix d'achat des fournitures nécessaires pour constituer le stock souhaité par l'IRD, facturé par le fournisseur du titulaire au titulaire et sur lequel est appliqué le coefficient d'entreprise indiqué dans le bordereau des prix,
 - Les frais de déplacement indiqués au bordereau de prix et générés le cas échéant par leur livraison à l'IRD,

Il est précisé que la facture fournisseur pourra être demandée par l'IRD au titulaire et constituera un justificatif à la facture transmise à l'IRD.

Toutes les prestations à prix unitaires doivent faire l'objet d'un devis préalablement validé par l'IRD.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que l'ensemble des frais résultant des obligations pesant sur le titulaire.

8.3. Mois d'établissement des prix

Les prix du marché sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois correspondant au mois de la date limite de remise des offres, soit le mois de **mars 2026**. Ce mois est appelé « mois zéro ».

En cas de négociation réalisée, le mois « zéro » correspondra à la date limite de remise des offres après négociation.

8.4. Révision des prix

Les prix sont fermes la première année.

Les prix du marché sont ensuite révisables et peuvent être révisés à compter de la première reconduction du marché par période d'un an (date d'anniversaire de notification + 1 an) conformément aux dispositions de l'article R2112-13 du Code de la Commande Publique. A ce titre, une première révision des prix pourra intervenir en 2027, une seconde en 2028 et une troisième en 2029.

Les coefficients sont fermes durant toute la durée du marché.

La prise en compte des variations des conditions économiques est effectuée de la façon suivante. Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois

correspondant au mois d'établissement de l'offre par le candidat comme stipulé à l'article « Mois d'établissement des prix » ci-dessus.

Le titulaire adresse sa demande de révision à l'IRD au moins deux mois avant la date d'anniversaire de notification du marché en détaillant son calcul et avec un bordereau des Prix actualisé.

La demande peut être formulée par mail ou par courrier recommandé.

Les prix révisés prendront effet à la date d'anniversaire de notification du marché.

En cas d'absence de demande de révision du titulaire dans le délai ci-dessus, les prix du marché en cours seront reconduits pour l'année suivante.

Le prix (P) est obtenu en appliquant la formule suivante :

$$P = P_0 (0.15 + 0.85 (BT_n / BT_0))$$

- P est le prix unitaire révisé hors taxes

- P₀ est le prix indiqué à l'acte d'engagement et établi sur la base des conditions économiques du « mois zéro » (mois d'établissement de l'offre) = prix à réviser

Choix de l'indice de référence INSEE :

Index du bâtiment - BT₀₁ - Tous corps d'état - Base 2010

Identifiant 001710986

- BT_n = Valeur de l'indice au mois n de la révision

- BT₀ = Valeur de l'indice au « mois zéro » (mois d'établissement de l'offre)

Si l'index ou l'indice requis n'est pas publié au moment où le prix du marché doit être révisé, il est fait appel au dernier index ou indice publié. Une fois l'index ou l'indice publié, une régularisation intervient sur le prochain décompte.

8.4.1. Règles d'arrondis

Lors de la mise en œuvre de la formule de révision des prix, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, les arrondis sont traités de la façon suivante :

- si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut)

- si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (ces valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

8.4.2. Correspondance en cas de disparition de l'indice de révision

En cas de disparition de l'indice retenu pour la révision, la méthode proposée par l'INSEE (ou le référent concerné) afin d'assurer la concordance des indices est utilisée, sans qu'il soit nécessaire de procéder par un avenant.

Dans le cas où aucune concordance n'est prévue, l'indice retenu pour la révision est remplacé par un indice équivalent choisi et arrêté d'un commun accord entre les deux Parties.

8.4.3. Clause de sauvegarde

En cas d'augmentation des tarifs supérieure à 5%, l'IRD aura la possibilité de résilier, sans indemnité, le présent accord-cadre et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception.

8.5. Offre promotionnelle

En cours d'exécution du marché spécifique, et à l'initiative de son Titulaire, les prix des matériels et prestations figurant dans le marché spécifique pourront temporairement évoluer à la baisse dans le cadre d'offres de prix promotionnelles, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant.

Le Titulaire du marché spécifique adressera à l'IRD son tarif promotionnel par mail, en précisant :

- La désignation précise des matériels et prestations concernés par l'offre promotionnelle,
- La durée de validité de l'offre promotionnelle.

Ces offres promotionnelles peuvent s'appliquer aux matériels et prestations figurant au BPU mais également aux fournitures sur lesquelles sera appliqué le coefficient d'entreprise contractuel.

A l'expiration de la période promotionnelle, les prix du marché spécifique sont ceux à nouveau en vigueur.

La baisse de prix s'applique aux commandes émises pendant toute la durée de la promotion, pour les fournitures et prestations concernés. Cette application ne constituera pas une modification des prix contractuels ni une remise en cause des stipulations du marché.

ARTICLE 9. MODALITES DE REGLEMENT

9.1. Avance

Sauf refus définitif et expresse exprimé par le titulaire dans l'acte d'engagement, celui-ci bénéficie d'une avance de cinq pour cent (5%) du prix total T.T.C. de chaque bon de commande et telle que prévue à l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, sous réserve que les deux conditions suivantes soient remplies :

- La durée d'exécution du bon de commande concerné est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois,
- Le montant total de la commande est supérieur à 50.000 € H.T.

Lorsque le titulaire est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance susmentionnée à l'article R.2191-10 est fixé à 30 % du prix total T.T.C du bon de commande concerné.

Le paiement de cette avance intervient dans le délai de 30 jours à compter de la notification du marché.

9.2. Paiements et intérêts moratoires

Les paiements s'effectueront suivant les règles de la comptabilité publique. Le mode de règlement choisi par l'IRD est le virement administratif.

Conformément aux articles R.2192-10 et suivants du Code de la commande publique, l'IRD procédera au mandatement des sommes dues dans le respect de la réglementation en vigueur dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la réception de la facture conforme et après service fait, l'IRD retenant la plus tardive de ces deux dates.

Le défaut de paiement dans le délai prévu fait courir de plein droit et sans aucune formalité des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement. Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai global jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points + 40€ d'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement.

9.3. Facturation

Périodicité des factures : après chaque service fait

Modalités de transmission des factures et des justificatifs :

La transmission dématérialisée des factures est obligatoire.

Dans le cadre de la modernisation de l'action publique et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, l'Etat français s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures. A cette fin, une solution informatique gratuite et sécurisée, **Chorus Pro**, est mise à disposition des entreprises afin de transmettre les factures sous forme dématérialisée.

L'utilisation de ce portail est obligatoire. Il est accessible à l'adresse suivante: <https://chorus-pro.gouv.fr>

Mentions obligatoires des factures :

Les factures doivent comporter impérativement (sous peine de rejet) les informations suivantes :

- Le nom et l'adresse du titulaire,
- La référence du présent marché : **2026001CLOA030**
- Les références et le détail des prestations commandées libellées conformément à la grille tarifaire
- La date d'exécution ou la période relative à la facturation,
- Le coefficient de rémunération applicable,
- Le montant H.T.,
- Le taux et le montant de la T.V.A. (taux en vigueur à la date de facturation),
- Le montant TTC,
- Le numéro SIRET du titulaire,
- Le numéro de T.V.A. intracommunautaire du titulaire,
- Les références bancaires ou postales du titulaire.

Par ailleurs, dans le cadre de la dématérialisation du traitement des factures via le portail Chorus Pro, les factures doivent impérativement indiquer :

- Le **numéro de SIRET** de l'IRD : **180 006 025 00159**
- Le **numéro de T.V.A. intracommunautaire** de l'IRD : **FR75180006025**
- Le **numéro d'engagement juridique** correspondant au numéro du bon de commande
- Le **code service exécutant** : **PACA_GESTION**

=> Ces informations sont indiquées sur le bon de commande.

Toute facture non rédigée comme indiquée ci-dessus est retournée au titulaire pour rectification, sans préjudice du retard apporté au règlement.

Ordonnateur et Comptable :

L'ordonnateur chargé d'émettre les titres de versement est :

Monsieur le Président Directeur Général de l'IRD ou son représentant

Le comptable assignataire des versements est :

Monsieur l'Agent Comptable Principal de l'IRD ou son représentant

ARTICLE 10. CONSTATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront réceptionnées selon les modalités de l'article 9.3 du CCTP.

ARTICLE 11. PENALITES

11.1. Pénalités pour manquements aux obligations contractuelles

Par dérogation à l'article 19 du C.C.A.G-Travaux, les pénalités sont applicables sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 euros hors taxes.

Par dérogation à l'article 19.2.2 du C.C.A.G-Travaux, le montant total des pénalités de retard appliquées au titulaire ne peut excéder 20% du bon de commande.

Les pénalités sont constatées par tout moyen (fax, mail, GMAO, document remis en main propre, ...).

Toutes les pénalités définies au présent marché sont cumulables entre elles.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure.

En cas de contestation des pénalités par le titulaire, il lui appartient d'apporter la preuve incontestable que les causes ne lui sont pas imputables.

L'application des pénalités ou la résiliation du marché ne préjugent pas des dommages et intérêts qui peuvent être réclamés par l'IRD au titulaire.

Par dérogation à l'article 19 du CCAG-Travaux, les pénalités applicables sont les suivantes :

Type de pénalité	Montant H.T.
Pénalités de retard	
Pénalité forfaitaire pour retard dans l'exécution des prestations	<ul style="list-style-type: none">- Pour les commandes inférieures à 5 000 € H.T inclus, 25 € de pénalités par jour calendaire de retard,- Pour les commandes d'un montant supérieur à 5 000 € H.T, 50 € de pénalités par jour calendaire de retard.
Pénalité forfaitaire pour retard dans la remise des livrables (devis, DOE par exemple ou tout autre document nécessairement fourni par le titulaire)	30 € H.T. par jour de retard
Autres pénalités	
Pénalité forfaitaire en cas de non-respect des prescriptions relatives à la sécurité, l'hygiène, à la signalisation générale du chantier	100 € H.T. par manquement constaté + 50 € H.T. par jour de retard si le manquement persiste

Pénalité forfaitaire en cas d'absence aux rendez-vous avec l'IRD, à la réception des travaux ou à toute réunion à laquelle il aurait été convoqué par l'IRD.	30 € H.T. par manquement constaté
Pénalité forfaitaire pour tout autre non-respect d'un engagement contractuel	50 € H.T. par manquement constaté + 30 € H.T. par jour de retard si l'engagement contractuel est assorti d'un délai.
Absence de remise en état des ouvrages existants endommagés lors de l'exécution des prestations	50 € H.T. par jour de retard
Intervention d'un sous-traitant non déclaré	100 € H.T. par manquement constaté + 50 € H.T. par jour de retard en cas de non-régularisation de la sous-traitance, à partir de la date de constatation du manquement.

11.2. Pénalités pour inexécution des prestations – Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas d'inexécution des prestations, l'IRD se réserve le droit de faire exécuter la prestation par un autre fournisseur aux frais du titulaire, étant entendu que l'augmentation de dépenses qui pourrait en résulter par rapport aux prix initiaux du marché, serait aux frais et risque du titulaire et recouvrées par l'IRD.

11.3. Pénalités pour manquement aux obligations prévues aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du travail

Dans le cadre de la lutte du travail dissimulé et en application de l'article 93 de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration du droit, le titulaire qui ne respecte pas le code du travail qu'il s'agisse de dissimulation d'activité (article L.8221-3 et L.8221-4 du Code du travail) ou d'emploi salarié (article L.8221-5 du code du travail), se verra appliquer, après mise en demeure non suivie d'effet, une pénalité de 100 euros HT par jour calendaire.

Le montant de ces pénalités ne peut, en outre, excéder le montant des amendes pénales encourues pour la commission de ces infractions.

ARTICLE 12. CONFIDENTIALITE ET SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire du marché est tenu au secret professionnel et s'engage à respecter strictement cette obligation.

Par conséquent, toutes les informations communiquées dans le cadre de l'exécution des prestations, le titulaire du marché et toutes les personnes intervenant pour son compte seront tenues de respecter une obligation de confidentialité et de discrétion professionnelle.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Le titulaire du marché s'interdit, outre l'autorisation expresse de l'IRD, d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

Le non-respect de ces dispositions pourra entraîner la résiliation du marché sans préavis ni indemnité.

ARTICLE 13. SOUS-TRAITANCE

13.1. Recours à la sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines prestations sous réserve du respect des dispositions de la loi du 31 janvier 1975 modifiée, relative à la sous-traitance et à condition d'avoir obtenu de l'IRD l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement dans le respect des dispositions ci-dessous. Toutefois, le titulaire ne peut sous-traiter l'intégralité des prestations faisant l'objet du marché public.

Pour cela, le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées, les conditions de paiement.

Cette déclaration doit être accompagnée des documents suivants en cours de validité, faute de quoi, la sous-traitance ne pourra être acceptée :

- Les documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant,
- Une attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle à jour,
- Les certificats fiscaux et sociaux,
- Le numéro d'identification unique du sous-traitant,
- La liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail et travaillant directement ou indirectement pour le présent accord-cadre,
- Le justificatif du pouvoir de la personne habilitée pour engager le candidat.

La sous-traitance en tout ou partie de certaines prestations implique l'adhésion du sous-traitant aux clauses techniques du présent accord-cadre.

Dans cette hypothèse, le titulaire reste seul tenu envers le pouvoir adjudicateur de l'exécution par le sous-traitant de la totalité des obligations et engagements tels que décrits par l'accord-cadre. Il assume donc entièrement seul pendant la durée du marché, devant l'IRD comme devant tous tiers, l'entière responsabilité des prestations pour lesquelles il est engagé. Le Titulaire prendra en charge toutes les obligations afférentes, afin de respecter le marché, opérationnellement, contractuellement, financièrement et juridiquement, ainsi que sur le plan des obligations réglementaires ou des questions d'assurance.

Le refus d'un sous-traitant est motivé et signifié au titulaire dans un délai maximum de 30 jours après réception d'un dossier complet. L'envoi d'un dossier incomplet ne saurait déclencher le délai de 30 jours.

En cas de dossier complet, le silence du pouvoir adjudicateur passé ce délai vaut acceptation du sous-traitant et agrément de ses conditions de paiement.

13.2. Paiement direct du sous-traitant

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant, dûment accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées par l'IRD, est payé directement.

Le paiement direct est obligatoire sans qu'il ne soit possible d'y renoncer.

Le sous-traitant admis au paiement direct adresse sa demande de paiement au titulaire du marché par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception. Le Titulaire dispose d'un délai de 15 jours à compter de la réception de la facture pour notifier son accord ou son refus au sous-traitant d'une part et à l'IRD d'autre part.

Par ailleurs, le sous-traitant adresse à l'IRD une demande de paiement direct libellé au nom de l'IRD en y annexant la copie des factures acceptées par le titulaire conformément aux dispositions de l'article L2193-3 du Code de la Commande Publique.

13.3. Conséquences de la sous-traitance irrégulière

Le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à l'application de pénalité et le cas échéant la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Il en est de même si le Titulaire a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande.

Dans le cas où l'IRD constaterait la présence d'un sous-traitant n'ayant pas fait l'objet d'une déclaration et d'une acceptation de la part de l'IRD pour exécuter les prestations concernées par le présent accord-cadre, le titulaire est mis en demeure de régulariser la situation dans un délai imparti, par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception.

Dans l'attente de la régularisation de ladite situation, les prestations réalisées par ce sous-traitant non déclaré seront immédiatement stoppées et l'IRD refusera tout accès par le sous-traitant à ses locaux.

Des pénalités pour absence de déclaration de sous-traitant, prévues dans le présent CCAP, pourront alors s'appliquer.

De plus, dans le cas où cette suspension des prestations entraînerait un retard dans l'exécution des prestations, les pénalités de retard pourront être appliquées jusqu'au rétablissement d'une situation normale et à l'admission des prestations concernées.

En cas de sous-traitant irrégulière constatée plusieurs fois au cours de l'exécution de l'accord-cadre, l'IRD se réserve le droit de prononcer la résiliation de plein droit du présent accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire et à ses frais et risques, sans indemnité.

Enfin, le sous-traitant qui n'a pas été accepté et dont les conditions de paiement n'ont pas été agréées par l'IRD ne peut prétendre au paiement direct.

ARTICLE 14. RACHAT OU CESSIION D'ACTIVITES

Les droits et obligations nés du présent marché sont personnels aux deux parties. Ils ne pourront être transférés à des tiers que d'un commun accord. Les modifications affectant la personne titulaire du marché doivent donner lieu à la passation d'un avenant. A défaut d'un tel accord, toute cession ou transfert sera considéré comme nul et sera inopposable à l'IRD.

En cas de rachat ou de cessation d'activité, le prestataire a l'obligation d'en informer la personne publique par lettre recommandée avec avis de réception postal ; à ce titre obligation lui est faite d'indiquer le nouveau prestataire et d'en communiquer le nom et les références professionnelles.

Le prestataire remplaçant devra au préalable être accepté par l'IRD avant tout commencement d'exécution des prestations, à défaut le marché pourra être résilié en application des dispositions du présent cahier des clauses particulières. Le prestataire devra prendre toutes les dispositions nécessaires afin que la bonne exécution des prestations ne se trouve pas compromise.

ARTICLE 15. REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 16. DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS DE MARCHE

Le titulaire s'engage à fournir tous les six (6) mois à compter de la notification du présent accord-cadre et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les pièces et attestations suivantes :

- Les pièces mentionnées à l'article D. 8222-5 du code de travail, si le Titulaire est établi ou domicilié en France, et D. 8222-7, D. 8222-8 et R.1263-12 dudit code, si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger,
- Les pièces mentionnées aux articles D.8254-2 à D8254-5 du code du travail.

Après mise en demeure restée infructueuse, la non-production ou la production incomplète ou erronée de ces documents pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité. Le cas échéant, L'IRD se réserve la possibilité de prononcer l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire.

La mise en demeure est notifiée par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception par le Titulaire et notamment par lettre recommandée avec avis de réception. Elle est assortie d'un délai d'exécution. A défaut d'indication de délai dans la mise en demeure, le Titulaire dispose d'un délai d'un Mois à compter de la notification de la mise en demeure pour satisfaire à ses obligations

Ces pièces et attestations doivent être déposées par chaque titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition gratuitement par l'IRD à l'adresse suivante : <http://www.e-attestations.fr>

ARTICLE 17. RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Par dérogation à l'article 8.1 du CCAG-travaux, le titulaire du présent marché devra justifier qu'il est couvert par une police d'assurance garantissant les conséquences de la responsabilité civile et professionnelle pouvant lui incomber au titre du marché, au plus tard à la date de notification du marché.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l'acheteur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

En aucun cas, l'IRD ne pourra être appelé en responsabilité des accidents survenus, tant aux personnes qu'aux biens, du fait de la réalisation des prestations du présent marché.

Le défaut d'assurance entraîne la résiliation du marché pour faute du titulaire, sans préavis ni indemnité.

ARTICLE 18. RESILIATION ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Outre les cas prévus dans ledit chapitre, l'accord-cadre peut être résilié de plein droit aux torts exclusifs du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à une indemnité dans les cas suivants :

- En cas de refus de produire les pièces exigées prévues aux articles 20 et 21 du présent C.C.A.P,
- En cas de plusieurs sous-traitances irrégulières non déclarées constatées,
- En cas d'inexécution ou de mauvaise exécution des prestations au regard des dispositions contractuelles, si, après trois mises en demeure (sur toute la durée du marché), et alors même que le Titulaire par celles-ci aurait remédié aux défaillances soulevées par celles-ci, il était relevé par l'IRD une nouvelle inexécution ou mauvaise exécution des prestations

Dans ces cas précités, le titulaire est averti par l'IRD par lettre recommandée avec accusé de réception de la mise en demeure et de la résiliation envisagée. Il peut présenter ses observations dans un délai de dix jours ouvrés à compter de la réception de ladite mise en demeure, la date de sa réception ou du récépissé faisant foi. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté la décision de l'IRD.

Par ailleurs, en cas d'impossibilité pour le titulaire d'assurer les prestations, ou en cas de résiliation du marché prononcée aux torts du titulaire, l'IRD se réserve le droit de faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire.

En outre, l'accord cadre peut-être résilié sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité dans les situations suivantes et par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS le cas échéant :

- En cas d'augmentation des tarifs supérieure à 5%, l'IRD aura la possibilité de résilier, sans indemnité, la part non exécutée de l'accord-cadre et ce, par lettre recommandée avec accusé de réception.

Jusqu'à la résiliation, les prestations sont exécutées de manière permanente et continue dans les conditions du marché et quelle que soit la nature des litiges existant entre les parties ou en leur sein.

ARTICLE 19. LITIGE

En cas de litige soulevé par l'exécution des clauses du présent accord-cadre, les parties conviennent de se concerter en vue de rechercher une solution à l'amiable.

A défaut d'accord des parties dans les quinze (15) jours suivant l'envoi par l'une des parties (par lettre recommandée avec demande d'avis de réception) d'une demande en vue d'un règlement à l'amiable du litige, ledit litige sera porté exclusivement devant le Tribunal Administratif de Marseille.

En aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'IRD et le titulaire ne pourront être invoquées par ce même titulaire comme une cause d'arrêt ou de suspension momentanée des prestations à effectuer. Tout arrêt dans l'exécution des prestations par le titulaire obligerait l'IRD à recourir à un autre prestataire aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 20. DEROGATIONS

Articles du CCAP	Articles du CCAG-Travaux
Article 4	4.1

Article 6.2.3	3.1
Article 11.1	19.2.1 et 19.2.2
Article 13	8.1

**Le présent document est à accepter sans modification.
Seul l'exemplaire détenu par l'Administration fait foi.**